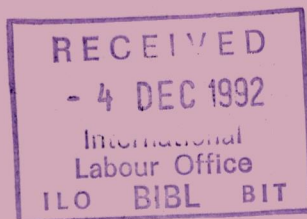


09538/3



ACTUALITÉ

*Pour utilisation immédiate
sous n'importe quelle forme*



Date de publication:
7 décembre 1992

SOUS LA LOUPE DU BIT:

UN PAYSAGE INDUSTRIEL EN RAPIDE MUTATION

Un célèbre "fabricant" de chaussures qui ne possède aucune unité de production; une marque non moins célèbre de vêtements qui se contente de concevoir les articles que réalisent des sous-traitants. Le monde industriel d'aujourd'hui est fertile en paradoxes de ce genre qui vont se multipliant.

L'heure est aux changements rapides. Face à des coûts croissants et à une concurrence de plus en plus âpre dans un climat de récession, les entreprises optent pour des mesures de "relocalisation" et d'adaptation.

Sur le front social, les conséquences apparaissent considérables: segmentation de la main-d'oeuvre (emplois relativement sûrs et bien protégés d'un côté, travail "périphérique", plus précaire, de l'autre); déclin de l'emploi, exigences professionnelles accrues et décentralisation de la négociation collective.

Publié par le Bureau de l'information publique du Bureau international du Travail, 1211, Genève 22 (Suisse). Cet article ne constitue pas un document officiel.

Pour toute information complémentaire, prière de s'adresser au BIT, à Genève.

Tél: (022) 799.75.90, télex 415647 ilo ch, fax 41/22/7885894

ou contacter M. Gijsbert van Liemt, Tél.(022) 799 63 04

SOUS LA LOUPE DU BIT:

UN PAYSAGE INDUSTRIEL EN RAPIDE MUTATION

Lorsqu'une filiale de Honda aux Etats-Unis exporte l'un de ses modèles en Europe, s'agit-il d'une automobile américaine ou japonaise? La question est complexe et lourde de risques de conflit. Mais l'on peut observer bien d'autres bizarreries dans le monde industriel de cette fin de siècle.

Prenez la marque de chaussures Nike, qui ne produit aucune chaussure. L'entreprise procède à des études sur les goûts et les besoins des consommateurs, sur les tendances du marché, et elle sous-traite le travail à d'autres qui fabriquent le produit voulu. Il en va de même de Benetton, la marque italienne de vêtements, qui lance de nouveaux modèles et de nouvelles couleurs mais sous-traite la fabrication de la quasi-totalité des articles qu'elle offre sous son label à ses clients dans le monde entier.

Les exemples de ce genre abondent et le proche futur nous en réserve bien d'autres encore, du même type, qui annoncent une organisation de la production et des conditions de travail complètement nouvelles.

On assiste actuellement à l'entrée en scène des "organiseurs de production", entreprises qui décident de ce qu'il faut produire, à quel endroit, comment et avec qui et choisissent la source qui approvisionnera tel ou tel marché. Elles apportent la matière grise, mais laissent aux sous-traitants le soin de fournir l'intendance. Pour certaines industries, dans lesquelles les coûts de main-d'oeuvre sont le facteur décisif, cette option est la seule façon de survivre. Mais pour d'autres, c'est un mariage de raison.

Plus que jamais, la survie d'une société dépend de la souplesse de la production, qui exige une main-d'oeuvre adaptable aussi bien en termes de qualifications que d'effectifs. La tendance n'est plus, comme autrefois, au gonflement des effectifs, mais au contraire à la diminution du personnel permanent dans les ateliers et à l'augmentation du volant d'intérimaires à disposition à l'extérieur. Les marchés du travail risquent d'être de plus en plus partagés en deux segments: celui des salariés occupant des postes relativement sûrs et bien rétribués et celui des travailleurs de la périphérie ayant moins de sécurité de l'emploi avec des rétributions relativement médiocres.

Ce ne sont là que quelques-unes des multiples questions examinées dans une étude que vient de publier le Bureau international du Travail, à Genève. Résultat de recherches méticuleuses, cette étude porte sur la transformation du panorama industriel mondial et ses conséquences.

Que la division internationale du travail se modifie n'est pas un phénomène nouveau: l'industrie, pour diverses raisons, a toujours été extrêmement mobile. Au cours des trois dernières décennies, c'est l'Asie en développement qui a exercé la plus grande force d'attraction, surtout aux dépens des Etats-Unis et de l'Europe occidentale.

Ce qui est nouveau, cependant, c'est la vitesse à laquelle s'effectue aujourd'hui la "relocalisation" (ou déplacement de la production industrielle) en raison de l'intégration et de l'interdépendance croissantes de l'économie mondiale. La mobilité du capital et de la technologie, favorisée par les améliorations continues des communications et des transports, joue un rôle important dans ce phénomène.

"La main-d'oeuvre est moins mobile, tant au plan professionnel qu'au plan géographique", souligne l'étude. Et c'est bien la difficulté fondamentale du processus d'ajustement. Le recyclage des travailleurs prend du temps et coûte cher. Trouver un autre emploi n'est pas facile et peut être souvent très douloureux.

Lorsque le chômage est élevé comme il l'est actuellement dans de nombreux pays, les gouvernements sont pris dans l'étau de pressions antagoniques, ajoute l'étude. Ils veulent empêcher de nouvelles suppressions d'emploi par la fermeture d'entreprises non compétitives et utiliser des fonds publics pour attirer des activités génératrices d'emploi. D'où les tentations de protectionnisme que l'on constate, d'une part, et beaucoup d'efforts pour séduire les investisseurs étrangers, d'autre part.

"Dans une économie en expansion, il devrait y avoir de la place pour tout le monde", estime M. Gijsbert van Liemt qui a dirigé l'enquête du BIT. "Le malheur, c'est que cette relocalisation accélérée se produit au cours d'une phase de récession, alors que la demande s'amenuise." De plus, "la concurrence est actuellement si farouche, ajoute-t-il, et les entreprises doivent tellement accroître leur productivité pour préserver leur activité, que le délestage des effectifs devient inévitable". Au cours des quinze dernières années, par exemple, la sidérurgie des pays de l'OCDE a souffert d'un fléchissement de 3% de la demande, d'une baisse de 6% de la production mais d'une perte de 50% de ses effectifs, la principale raison en étant que la productivité s'est accrue dans des proportions phénoménales.

L'étude relève que l'introduction de technologies nouvelles réduit l'apport de la composante main-d'oeuvre. Dans le secteur des récepteurs de télévision en couleur, par exemple, les coûts directs de main-d'oeuvre représentent maintenant moins de 5% du coût total de production. Les rapports émanant d'autres branches d'activité décrivent une situation similaire. Dans

ces circonstances, l'attrait d'une main-d'oeuvre bon marché perd de sa valeur, estime l'auteur de l'étude.

Pourtant, des activités qui ne peuvent être mécanisées continueront d'être attirées par les zones où les coûts de main-d'oeuvre sont bas et la productivité élevée. C'est le cas, entre autres, du vêtement et de la chaussure.

Comme pour l'industrie automobile, qui est également examinée dans l'étude, la considération primordiale est devenue la capacité d'organiser la production en assurant l'excellence de la qualité et la souplesse, combinée à une réaction rapide à l'évolution de la demande.

Actuellement, excellence est synonyme de japonais. Mais cela ne veut pas dire que les pratiques du Japon en matière de production ne peuvent être copiées par d'autres, fait observer M. van Liemt. Ainsi, par exemple, dans la sidérurgie: le Japon, qui avait jusqu'ici le niveau de productivité le plus élevé, a été rattrapé, sinon dépassé, par la Corée.

A mesure que la transformation du panorama industriel s'accentuera et s'accélérera, les travailleurs devront s'adapter en conséquence. Ceux qui ont été formés à un métier donné ne peuvent plus compter l'exercer sans remise en cause pendant quarante ans. En fait, la production industrielle exigera des qualifications de plus en plus poussées. Cette évolution nécessite des recyclages périodiques et une formation permanente. C'est un défi pour les travailleurs comme pour les employeurs.

De plus en plus souvent aussi, les conditions de travail ne seront plus négociées à l'échelon du pays, mais à celui de l'entreprise. Cette décentralisation de la négociation signifie que le sort des travailleurs sera davantage lié à la prospérité de l'entreprise. Si les résultats sont favorables, les salariés seront en mesure d'obtenir de meilleurs salaires et de meilleures prestations que dans le cas contraire.

Les relations du travail devraient s'en trouver moins conflictuelles, les travailleurs tendant à identifier davantage leurs intérêts avec les objectifs de l'entreprise, comme c'est déjà le cas au Japon.

La tendance à la polarisation de la main-d'oeuvre peut être une source de bouleversements sociaux lorsque la situation globale est mauvaise.

Comme la balance du pouvoir semble actuellement pencher en faveur du patronat, conclut l'étude, les travailleurs verront leur situation affaiblie. Savoir s'ils l'accepteront est une chose, ce qu'ils peuvent faire pour y remédier en est une autre.

La réponse à ce dilemme réside en partie dans l'adoption d'une

législation plus protectrice aux niveaux national et international, affirme M. van Liemt. Mais elle dépend bien plus encore des travailleurs eux-mêmes ainsi que de leurs représentants, de la tradition nationale et de la conjoncture. Le meilleur des cas, bien entendu, est la reprise d'une croissance économique soutenue.

***Industry on the move: Causes and consequences of international relocation in the manufacturing industry.** Sous la direction de G. van Liemt.

ISBN 922106478-6 (en anglais seulement.)